

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Voir dans le document/

See herein

NA

Québec

NA

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE
EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Oue
800, rue de La Gauchetière Ouest
7e étage, suite 7300
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet OCIR Hygiène industrielle	
Solicitation No. - N° de l'invitation EF928-220372/A	Date 2022-06-03
Client Reference No. - N° de référence du client EF928-22-0372	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$MTC-080-16468
File No. - N° de dossier MTC-1-44144 (080)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-07-07 Heure Avancée de l'Est HAE	
Delivery Required - Livraison exigée .	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Antoine, Englead	Buyer Id - Id de l'acheteur mtc080
Telephone No. - N° de téléphone (438)340-5863 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA 800 RUE DE LA GAUCHETIERE O B7300 MONTREAL Québec H5A1L6 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Offre à commandes—Hygiène industrielle incluant un marché réservé (Inuit et Cri)

Cette demande d'offre à commandes comporte 3 volets :

- Volet 1** Zone 1 : Partout au Québec excluant les zones 3 & 4.
- Volet 2** Zone 2 : Partout au Québec excluant les zones 3 & 4.
Un marché réservé dans le cadre de la Stratégie
d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du
gouvernement fédéral.
- Volet 3** Zone 3 : Territoire du Nunavik (excluant Whapmagoostui).

Zone 4 : Territoire de la Jamésie et d'Eeyou Istchee (incluant
Whapmagoostui).

Tout fournisseur intéressé peut présenter une soumission pour le volet 1 et 2.

Le volet 2 & 3 est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral.

Compte tenu que les services exécutés dans les zones 3 et 4 sont assujettis à une Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG), soit la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois (CBJNQ), prenez note que :

1. Conformément à l'article 1802 de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas aux volets 2 et 3 de la présente demande d'offres à commandes.
2. Pour déposer sa candidature pour le volet 3, zone 3:
 - a. En vertu des paragraphes 29.0.31 de la CBJNQ, la qualification est réservée aux personnes qui sont admissibles à titre d'« INUITS » en vertu du chapitre 3 de la CBJNQ (paragraphes 3.1.2, 3.2.4, 3.2.5, 3.2.6). Quant aux entreprises autochtones Inuits, elles doivent être situées au nord du 55e parallèle, tel que décrit au chapitre 6 de la CBJNQ.
 - b. Les soumissionnaires doivent remplir et signer le document intitulé "Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones" (voir partie 5 du présent document), entendu ici au sens de «entreprises autochtones Inuits» bénéficiaires de la CBJNQ.
3. Pour déposer sa candidature pour le volet 3, zone 4 :
 - a. En vertu des paragraphes 28.10.3 de la CBJNQ, la qualification est réservée aux personnes qui sont admissible à titre de « CRIS » en vertu du chapitre 3 de la CBJNQ (paragraphes 3.1.1, 3.2.1, 3.2.2 et 3.2.3). Quant aux entreprises autochtones crie, elles doivent être situées au sud du 55e parallèle, ou, pour les communautés Cries concernées, au sud du 55e parallèle, tel que décrit au chapitre 5 de la CBJNQ.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- b. Les soumissionnaires doivent remplir et signer le document intitulé "Attestation aux fins du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones" (voir partie 5 du présent document), entendu ici au sens de «entreprises autochtones Cries» bénéficiaires de la CBJNQ.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1 INTRODUCTION	5
1.2 SOMMAIRE.....	5
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	6
1.4 COMPTE RENDU	6
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	7
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	7
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	8
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	9
2.5 LOIS APPLICABLES	10
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS.....	10
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	10
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	10
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	12
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	12
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	17
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	19
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	19
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	21
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES.....	22
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	22
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	23
A. OFFRE À COMMANDES	23
7.1 OFFRE	23
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	23
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	23
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES.....	24
7.5 RESPONSABLES	24
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	25
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS.....	25
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES LORS DE REFUS	25
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE	25
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES.....	25
7.11 LIMITATION FINANCIÈRE	25
7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	26
7.13 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	26
7.14 LOIS APPLICABLES	27
7.15 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	27
7B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	27
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	27
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	27
7.3 DURÉE DU CONTRAT	27
7.4 PAIEMENT.....	27

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.5	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	29
7.7	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	29
7.8	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	29
ANNEXE « A »		30
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	30
ANNEXE « B »		31
	BASE DE PAIEMENT	32
ANNEXE « C »		49
	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	49
ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....		50
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	50
ANNEXE « E » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES		51
	PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION	51
ANNEXE « F »		53
	SERVICES OPTIONNELS - FORMATIONS	53

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

1.2.1 Demande d'offre à commandes individuelle régionale (OCIR) pour des services de firmes spécialisées en hygiène industrielle au fur et à mesure des besoins d'une durée de deux ans avec la possibilité de 2 options de prolongation d'une année chacune. La région couverte par cette OCIR est le territoire de la province de Québec ainsi que ceux touchés par les Ententes de revendications territoriales globales (ERTG). La valeur potentielle de cet OCIR en ce qui concerne les contrats subséquents peut aller jusqu'à 16,5 millions de dollars, taxes en sus.

L'utilisateur désigné est : Les services environnementaux de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Région du Québec

La présente demande d'offres à commandes (DOC) vise à établir des offres à commandes pour la livraison du besoin décrit dans les présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Québec, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Tout fournisseur intéressé peut présenter une soumission pour le **volet 1 & 2.**

Le **volet 2 et 3** de cette demande est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'**Annexe 9.4** du Guide des approvisionnements.

Le **volet 2 et 3** de ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux mesures portant sur les Peuples autochtones ou relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.

Conformément à l'article 800 de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas aux **volet 2 et 3** de ce marché.

1.2.2 Section 5.M.M3080T - Exigence de vaccination contre la COVID-19 – Offres à commandes - Achatsetventes.gc.ca

Cette exigence est assujettie à la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs. Le fait de ne pas compléter et de ne pas fournir l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 comme partie intégrante de l'offre rendra l'offre non recevable.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du **Programme de sécurité des contrats** de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le **communiqué de presse** du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2022-03-29) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des offres

Les offrants qui choisissent de présenter leur offre en utilisant le service **Connexion de la Société canadienne des postes (SCP)** doivent envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation à l'adresse suivante :

TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation [Connexion de la SCP](#), tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion de la SCP si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion de la SCP.»

Il incombe à l'offrant de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion de la SCP est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

[Étapes à suivre pour la transmission d'une offre au Module de réception des soumissions \(MRS\) par l'intermédiaire de Connexion postale](https://achatsetventes.gc.ca/etapes-a-suivre-pour-la-transmission-d-une-soumission-au-module-de-reception-des-soumissions-mrs-par-l-intermediaire-de-connexion-postel)
(<https://achatsetventes.gc.ca/etapes-a-suivre-pour-la-transmission-d-une-soumission-au-module-de-reception-des-soumissions-mrs-par-l-intermediaire-de-connexion-postel>)

2.2.1 Télécopieur

Les offrants qui choisissent de présenter leur offre par télécopieur doivent la transmettre au numéro suivant : 418-566-6168.

2.2.2

Les offres transmises sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes, engleand.antoine@tpsgc-pwgsc.gc.ca au moins **sept (7)** jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises sur papier ne seront pas acceptées.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Veillez indiquer clairement sur la première page de l'offre technique la ou les zone(s) pour laquelle vous faites votre offre :

- Volet 1** Zone 1 : Partout au Québec excluant les zones 3 & 4.
- Volet 2** Zone 2 : Partout au Québec excluant les zones 3 & 4.
Un marché réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral.
- Volet 3** Zone 3 : Territoire du Nunavik (excluant Whapmagoostui).

Zone 4 : Territoire de la Jamésie et d'Eeyou Istchee (incluant Whapmagoostui).

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5 et partie 2.3 (ancien fonctionnaire).

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Tout manquement aux exigences obligatoires rendra la proposition irrecevable et mettra fin à toute évaluation.

1) En tout temps deux personnes de la firme doivent posséder les qualifications d'hygiéniste industriel professionnel. Identifier cette personne, fournir son CV et les preuves du respect des exigences.

- Un hygiéniste industriel professionnel est une personne qui détient, au minimum :
 1. une certification « Registered occupational hygienist (ROH) ou « Certified industrial hygienist » (CIH).OU
 2. un grade d'une université reconnue avec spécialisation en biologie, physique, chimie, géologie, génie ou dans une autre science liée aux fonctions du poste ET une maîtrise* en hygiène industrielle ou en santé au travail ET au moins quatre (4) ans d'expérience**.OU
 3. un doctorat* complété dans un domaine relié à l'hygiène industrielle notamment en sciences physiques, biologique ou médical ou en ingénierie ET au moins cinq (5) ans d'expérience**.

*Ne seront pas acceptés les maîtrises et doctorats en santé et sécurité au travail ou autres programmes avec moins de 15 crédits dans le domaine de l'hygiène industrielle

**L'expérience en hygiène industrielle doit être à temps plein et doit couvrir l'ensemble des aspects de l'hygiène industrielle soit, l'anticipation, l'identification, l'évaluation, le contrôle et la gestion des risques à la santé associée aux agresseurs physique, chimique et biologique en milieu de travail. Cette expérience doit couvrir obligatoirement les trois grandes catégories d'agresseurs en hygiène industrielle (chimique, physique et biologique).

2) En tout temps trois personnes de la firme doivent posséder les qualifications de technicien en hygiène industrielle. Identifier ces personnes, fournir leur CV et les preuves du respect des exigences.

- Un technicien en hygiène industrielle est une personne qui détient, au minimum :
 1. une certification « Registered occupational hygiene technician » (ROHT). OU
 2. Un diplôme d'étude collégiale en technique de l'environnement, hygiène et sécurité au travail OU en assainissement et sécurité industriel ET au moins trois (3) ans d'expérience**.OU
 3. Une attestation d'études collégiales en hygiène industrielle ET au moins trois (3) ans d'expérience**.OU
 4. Un diplôme d'étude collégiale en technique avec spécialisation en environnement, biologie, physique, chimie, géologie, génie ou dans une autre science liée aux fonctions du poste ET au moins trois (3) ans d'expérience**.OU
 5. Un certificat en santé et sécurité au travail ET au moins trois (3) ans d'expérience**.OU
 6. Un certificat OU un grade d'une université reconnue avec spécialisation en biologie,

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

physique, chimie, géologie, génie ou dans une autre science liée aux fonctions du poste ET au moins trois (3) ans d'expérience**.

**L'expérience en hygiène industrielle doit être à temps plein et doit couvrir l'ensemble des aspects de l'hygiène industrielle soit, l'anticipation, l'identification, l'évaluation, le contrôle et la gestion des risques à la santé associée aux agresseurs physique, chimique et biologique en milieu de travail. Cette expérience doit couvrir obligatoirement les trois grandes catégories d'agresseurs en hygiène industrielle (chimique, physique et biologique).

Les offrants doivent remplir le tableau ci-dessous avec le nom des personnes dans la case appropriée pour la catégorie pour lequel l'offrant veut que le cv soit évalué. Une personne ne doit pas être présente dans plus d'une case de l'ensemble du tableau ci-dessous.

Tableau des curriculum vitae à évaluer

Hygiéniste industriel professionnel (2 noms)	Technicien en hygiène industrielle (3 noms)

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Les propositions conformes aux exigences obligatoires seront évaluées en fonction des critères suivants :

Critère no 1 : Qualité et clarté de l'offre (5 points)

Ce que nous recherchons

L'offre déposée doit contenir l'ensemble des informations demandées dans le présent document sans contenir d'informations excédentaires ou non pertinentes (1 points). Elle doit être de qualité comparable aux standards normalement exigés pour la rédaction de rapports d'études, en termes de clarté et d'apparence du document (2 points), de même qu'en termes de qualité de la langue (2 points).

Critère no 2 : Démarche et méthodologie dans la prestation des services demandés (10 points)

Ce que nous recherchons

Les offrants doivent démontrer qu'ils comprennent l'étendue des services demandés et la façon dont ils devront être fournis (3 point). Ils doivent également expliquer de quelle façon leurs équipes de travail seront structurées (3 points) et quelle démarche elles appliqueront pour être en mesure de fournir les services requis et d'en assurer la qualité (4 points).

Ce que la firme doit déposer:

- Résumé de l'étendue des services demandés;
- Description de la gestion, de l'organisation de la firme et des services offerts;
- Fournir un organigramme pour l'exécution incluant tout le personnel qui peut offrir des services en hygiène industrielle.
- Description de la démarche appliquée par la firme pour l'exécution des mandats découlant de l'offre à commandes;
- Description des méthodologies et techniques utilisées pour fournir les services requis (voir Annexe A);
- Description du système de contrôle de la qualité des services de la firme.
- Fournir le nom d'une personne qui peut être rejoint en tout temps (Situation d'urgence)

Critère no 3 : Projets antérieurs (élément A) (15 points)Ce que nous recherchons

Les offrants doivent démontrer qu'eux-mêmes ou leur personnel ont participé à un éventail de projets ayant nécessité les divers services requis dans l'offre à commandes et ont fait preuve de leadership dans la réalisation de ces projets. La disponibilité des informations demandées (3 points/projet), de même que la pertinence, l'ampleur, la complexité et l'atteinte des objectifs des projets seront évalués (9 points /projet). La cote d'évaluation sera ramenée sur 15 points pour la catégorie de projet de l'élément A) (5 projets pour l'élément A) des Services requis identifiés à l'annexe A pour le total des projets demandés.

Ce que la firme doit déposer:

- Brève description de cinq (5) projets importants répondant aux conditions suivantes (cinq pages maximum par projet):
 - fournir 5 projets pour l'élément A) des Services requis énumérés à l'annexe A ;
 - les projets doivent avoir été réalisés au cours des cinq dernières années par la firme ou par son personnel;
 - les projets doivent comporter un volet terrain, être en lien avec les services spécialisés requis précédemment définis et ne pas être limités à des activités de formation;
 - pour chacun des projets présentés, les informations suivantes doivent être fournies:
 - o date et lieu du projet;
 - o noms du personnel ayant participé au projet;
 - o client (nom et numéro de téléphone du responsable chez le client) ;
 - o coût d'achèvement du projet;
 - o description, étendue du projet et le soumissionnaire doit associer précisément le projet à ou aux services requis présentés à l'Annexe A.

Note : pour chacun des projets, TPSGC se réserve le droit de vérifier les références de chacun des projets.

Critère no 4 : Projets antérieurs (élément B) (15 points)Ce que nous recherchons

Les offrants doivent démontrer qu'eux-mêmes ou leur personnel ont participé à un éventail de projets ayant nécessité les divers services requis dans l'offre à commandes et ont fait preuve de leadership dans la réalisation de ces projets. La disponibilité des informations demandées (3 points/projet), de même que la pertinence, l'ampleur, la complexité et l'atteinte des objectifs des projets seront évalués (9 points /projet). La cote d'évaluation sera ramenée sur 15 points pour la catégorie de projet de l'élément B) (5 projets pour l'élément B) des Services requis identifiés à l'annexe A pour le total des projets demandés.

Ce que la firme doit déposer:

- Brève description de cinq (5) projets importants répondant aux conditions suivantes (cinq pages maximum par projet):
 - fournir 5 projets pour l'élément B) des Services requis énumérés à l'annexe A ;
 - les projets doivent avoir été réalisés au cours des cinq dernières années par la firme ou par son personnel;
 - les projets doivent comporter un volet terrain, être en lien avec les services spécialisés requis précédemment définis et ne pas être limités à des activités de formation;
 - pour chacun des projets présentés, les informations suivantes doivent être fournies:
 - o date et lieu du projet;
 - o noms du personnel ayant participé au projet;
 - o client (nom et numéro de téléphone du responsable chez le client) ;
 - o coût d'achèvement du projet;

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- description, étendue du projet et le soumissionnaire doit associer précisément le projet à ou aux services requis présentés à l'Annexe A

Note : pour chacun des projets, TPSGC se réserve le droit de vérifier les références de chacun des projets.

Critère no 5 : Compétences et expérience du personnel de projet (35 points)

Ce que nous recherchons

Les offrants doivent démontrer qu'ils ont à leur service du personnel de projet ayant une formation académique et professionnelle (4 points/cv) de même qu'une expérience de travail (6 points/cv) en lien avec les services requis.

La cote d'évaluation sera de 7,5 points pour chaque curriculum vitae (cv) demandé soit, pour chaque curriculum vitae demandé pour les hygiénistes industriels professionnels (2 cv demandés)

La cote d'évaluation sera de 5 points pour chaque curriculum vitae (cv) demandé soit, pour chaque curriculum vitae demandé pour le chargé de projet (1 cv demandé) et pour chaque curriculum vitae demandé pour les techniciens en hygiène industrielle (3 cv demandé).

Au total nous désirons obtenir un maximum de six curriculum vitae (cv) (total de 15 points pour les deux cv des hygiénistes industriels professionnels, total de 5 points pour le cv du chargé de projet et total de 15 points pour les trois cv des techniciens en hygiène industrielle).

Les offrants doivent remplir le tableau ci-dessous avec le nom des personnes dans la case appropriée pour la catégorie pour lequel l'offrant veut que le cv soit évalué. Une personne ne doit pas être présente dans plus d'une case de l'ensemble du tableau ci-dessous.

Tableau des curriculum vitae à évaluer

Hygiéniste industriel professionnel (2 noms)	Technicien en hygiène industrielle (3 noms)	Chargé de projet (1 nom seulement)

Ce que la firme doit déposer:

- Curriculum vitae (cv) de six (6) membres du personnel de projet (2 pour les hygiénistes industriel professionnel ; 3 pour les techniciens en hygiène industrielle et 1 pour le chargé de projet) appelés à fournir les services requis dans l'offre à commandes. Toute ces personnes pourront être appelé à offrir des services sur le terrain. Ces curriculum vitae doivent contenir les informations suivantes (six pages maximum pour chaque cv) :
 - formation académique et professionnelle ;
 - nombre d'années d'expérience en lien avec les services requis;
 - nombre d'années d'ancienneté auprès de la firme ;
 - principales fonctions au sein de la firme.

Les offrants doivent noter que TPSGC n'attribuera pas de points supplémentaires dans la cotation, pour des éléments d'information jugés excédentaires par rapport aux renseignements demandés.

À titre informatif, les tâches d'un chargé de projet devraient inclure, sans toutefois s'y limiter:

- S'assurer de la faisabilité économique et technique du mandat en vertu du budget et des méthodes établis ;
- Développer et valider les objectifs du mandat ainsi que le plan de mise en œuvre;
- Approuver le programme des activités et le plan de travail détaillé ;
- Affecter les ressources nécessaires aux différentes tâches ;
- Diriger le mandat dans son ensemble et donner les orientations appropriées ;
- Superviser et coordonner l'équipe de réalisation du mandat, dont les hygiéniste industrielle et les techniciens en hygiène industrielle pendant toute la durée du mandat ;
- Assurer efficacement la gestion, la coordination et le suivi du mandat (réalisation des tâches, respect des budgets, du calendrier et des échéanciers) en utilisant une variété d'outils de gestion de projet ;
- Gérer les enjeux et s'impliquer dans la résolution de conflits ;
- Assurer le contrôle de la qualité ;
- Se porter responsable de la réalisation du mandat ainsi que des résultats obtenus ;
- S'assurer du respect des diverses exigences applicables dont celles liées à la santé-sécurité au travail.
- Agir à titre de personne contact principale auprès de TPSGC.

D'autres ressources seront également utiles pour réaliser ces mandats, tels dessinateurs ainsi que le personnel administratif, ou toute autre ressource jugée utile au bon déroulement des mandats octroyés

4.1.2 Évaluation financière

Seules les propositions de prix correspondant aux propositions recevables seront évaluées. On déterminera un prix moyen en additionnant toutes les propositions de prix ensemble (propositions recevables seulement) et en divisant le total par le nombre de propositions de prix reçues (propositions recevables seulement).

Toutes les propositions de prix qui dépassent, de vingt-cinq pour cent (25%), le prix moyen des propositions recevables seront rejetées et elles ne seront plus considérées. Pour faire le calcul du prix moyen, il faudra compter sur un minimum de offres recevables techniquement. Si le Canada ne compte qu'une ou deux offres recevables techniquement, le prix moyen ne sera pas pris en considération

Les propositions de prix qui restent seront cotées comme suit :

- On attribuera la cote de 10 à la proposition de prix la plus basse.
- On attribuera les cotes de 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, et 1 respectivement, aux deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième propositions de prix les plus basses. On attribuera la cote de prix de 0 à toutes les autres propositions de prix.
- Dans les rares cas où deux (ou plusieurs) propositions de prix sont identiques, on attribuera la même cote aux propositions de prix égales, et on sautera le nombre correspondant de cotes ensuite.
- On multipliera la cote d'évaluation par le facteur de pondération afin d'obtenir la cote pondérée. Celle-ci sera divisée par dix afin d'obtenir la note de prix finale.

4.2 Méthode de sélection

En règle générale, la proposition doit indiquer que l'on comprend clairement les objectifs et les responsabilités des services à fournir. Elle doit permettre à TPSGC de connaître le rendement offert auparavant par l'entreprise dans la prestation des services nécessaires, sa structure organisationnelle, ses effectifs, ainsi que sa méthodologie et sa démarche dans le cadre des services à assurer.

Les propositions conformes (c'est-à-dire celles qui satisfont à toutes les exigences obligatoires énoncées dans la Demande d'offre à commandes) seront examinées, évaluées et cotées par un comité d'évaluation de TPSGC. Au départ, les prix demeureront secrets et seuls les éléments techniques de la proposition seront évalués en fonction des critères ci-après énoncés dans la table d'évaluation, afin d'établir les cotes techniques :

Les offerants doivent noter que TPSGC n'attribuera pas de points supplémentaires dans la cotation, pour des éléments d'information jugés excédentaires par rapport aux renseignements demandés.

On attribuera comme suit, les points pour le bien-fondé technique des propositions : (cf. ci-après énoncés dans la Table des critères d'évaluation)

a) Cote d'évaluation

On évaluera l'information fournie par les firmes d'expert-conseil selon un barème de 0 à 10 pour chaque critère technique;

b) Cote pondérée

On multipliera ensuite la cote d'évaluation par le facteur de pondération pour obtenir une cote pondérée;

c) Note

On calculera les notes pour chacun des critères techniques, en divisant par dix les cotes pondérées

Table des critères d'évaluation

Critères		Facteur de pondération (A)	Cote d'évaluation (B = 0 à 10)	Cote pondérée (C = AxB)	Note (C/10)
1) Qualité et clarté de la proposition		5			
2) Démarche et méthodologie dans la prestation des services demandés		10			
3) Projets antérieurs pour la catégorie de service requis A) (voir annexe A)		15			
4) Projets antérieurs pour la catégorie de service requis B) (voir annexe A)		15			
5) Compétence et expérience du personnel de projet	a) Hygiénistes industriel professionnel	15			
	b) Technicien en hygiène	15			
	c) Chargé de projet	5			

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Total technique globale				/80
6) Coût des services	20			
Total	100			/100

d) Note de passage

L'offrant devra obtenir une note minimale de 60% pour chacun des critères techniques évalués (critères 1 à 4, 5a), 5b) et 5c)). La note technique globale devra être égale ou supérieure à 70%. Dans le cas où l'offrant n'obtient pas la note technique minimale pour l'un ou l'ensemble des critères techniques évalués, la proposition sera considérée irrecevable.

La note totale pour chacun des offrants sera établie en additionnant la note de prix (0 à 20) à la note technique (0 à 80).

Volet 1, Zone 1 : Les cinq firmes ayant obtenu la note totale la plus élevée seront recommandées pour l'octroi d'une offre à commandes et se partageront les mandats de la façon suivante, sous réserve des compétences et des disponibilités:

La firme ayant obtenu la note totale la plus élevée: 30% de l'enveloppe totale de l'offre à commandes

La firme ayant obtenu la deuxième note totale la plus élevée: 25% de l'enveloppe totale de l'offre à commandes.

La firme ayant obtenu la troisième note totale la plus élevée: 20% de l'enveloppe totale de l'offre à commandes

La firme ayant obtenu la quatrième note totale la plus élevée: 15% de l'enveloppe totale de l'offre à commandes

La firme ayant obtenu la cinquième note totale la plus élevée: 10% de l'enveloppe totale de l'offre à commandes

Volet 2, Zone 2 : les offres recevables seront classées en ordre décroissant selon la note finale obtenue et celles classées **au premier et deuxième rang** seront recommandées pour l'attribution d'une OàC.

Suite à l'évaluation de l'offre technique et de l'offre financière, le Canada réservera une répartition de l'enveloppe totale de l'offre à commandes pour le marché réservé autochtone :

- 5% pour le marché autochtone.
- Pour un maximum de deux firmes autochtone qualifiées, le pourcentage sera divisé à part égale, soit 2,5%.

Si un offrant se qualifie pour les volets 1 et 2, une offre à commande lui sera émise avec une limitation des dépenses total des volets combinés.

Advenant le cas où une firme se désisterait ou que le Canada mettrait fin à une offre à commandes pendant la durée de celle-ci, pour quelque raison que ce soit, le montant résiduel restant de la limitation financière de l'offre à commande de cette firme sera divisé également proportionnellement et ajouté à la limitation financière des autres firmes qualifiées sur l'offre à commandes de la Zone 1.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Volet 3, Zone 3 et 4 : les offres recevables seront classées en ordre décroissant selon la note finale obtenue et celle classée au premier rang sera recommandée pour l'attribution d'une OàC.

Volet 1, Zone 1 : 15M\$ (réparti sur jusqu'à 5 OàC)

Volet 2, Zone 2 : 5% du 15M\$ (pour 2 OàC) de la Zone 1

Volet 3, Zone 3 et 4 : 1.5M\$ (pour 2 OàC soit 1 OàC pour chaque zone)

Les soumissionnaires souhaitant se qualifier pour les marchés réservés, **doivent l'indiquer clairement dans leur documentation (première page de la soumission)** et présenter une offre technique et financière distincte. Il est possible de soumissionner sur les 2 volets, veuillez l'inscrire sur la première page.

Le processus d'évaluation sera basé sur les mêmes critères que pour le marché non-réservé avec un classement distinct pour chacun des marchés réservés.

Pour chacun des marchés réservés, le soumissionnaire conforme aux exigences des firmes autochtones (Partie 5), ayant obtenu la note la plus élevée pour l'offre sera recommandé pour l'octroi d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec l'offre (Volet 2 & 3)

5.1.2.1 Marchés réservés aux entreprises autochtones

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter [l'Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements*.

2. L'offrant :

- i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de l'offre, les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
- ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins de la présente offre doit respecter les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
- iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.

3. L'offrant doit cocher la case applicable suivante :

- i. () L'offrant est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.

OU

- ii. () L'offrant est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

- 4. la demande du Canada, l'offrant doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. L'offrant doit s'assurer que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'offrant fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.
- 5. En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offre pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5.1.2.2 Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones

L'offrant doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone:

1. Je suis _____ (insérer « propriétaire » et/ou « employé(e) à temps plein ») de _____ (insérer le nom de l'entreprise) et autochtone, au sens de la définition de l'Annexe 9.4 du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

L'offrant atteste que, s'il obtient une offre à commandes découlant de la demande d'offres à commandes, chaque individu proposé dans son offre sera disponible pour exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes, tel qu'exigé par le représentant du Canada, au moment indiqué dans la commande ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

- 7.1.1** L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

- 7.2.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN : DOSSIER TPSGC N° EF928-220372

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par le PSC, TPSGC, ces derniers NE peuvent PAS PÉNÉTRER sur les lieux sans une escorte.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe __C__ ;
 - b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2024. (Possible changement)

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires, à partir du 1 juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2026, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

l'OC aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Englead Antoine
Titre : Spécialiste en approvisionnement, intérimaire
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Direction générale des approvisionnements – Région du Québec
Adresse : 800 Rue De La Gauchetière O, bureau 7300
Montréal, Québec H5A 1K6

Téléphone : 438-340-5863

Courriel : englead.antoine@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : **(à venir)**

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.5.3 Représentant de l'offrant (à compléter au dépôt de la soumission)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive de marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Les services environnementaux de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Région du Québec

7.8 Procédures pour les commandes lors de refus

Le Canada se réserve le droit de retirer l'offre à commandes à l'Expert-conseil qui totalisera cinq (5) refus à fournir les services à compter de la date d'émission de l'offre à commandes, incluant toutes périodes de prolongation.

7.9 Instrument de commande

Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 300 000 \$ (taxes applicables exclues).

7.11 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, (*taxes applicables exclues*) (*sera complété à l'octroi*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 4 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010B (2022-01-28), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement ;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'Annexe « D », Instruments paiement électronique;
- i) l'Annexe « E », Programme de contrat fédéraux pour l'équité en matière d'emploi;
- j) l'Annexe « F », Services optionnels – Formations
- k) l'Annexe « G », Attestation de l'Exigence de vaccination contre la Covid-19
- l) l'Annexe « H », Demande d'inscription (DI) au programme de sécurité des contrats (PSC)
- m) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s)*).

7.13 Attestations et renseignements supplémentaires

7.13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

7.13.3 Clauses du Guide des CCUA

[Section 5.M.M3020C - Statut et disponibilité du personnel - Achatsetventes.gc.ca](#)

[Section 5.M.M3082T - Attestation de conformité à l'exigence de vaccination contre la COVID-19 – Offres à commandes - Achatsetventes.gc.ca](#)

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.15 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

7B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010B (2022-01-28), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes. De l'octroi jusqu'au (date de fin des travaux)

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement

1. Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de 90p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :

- a. une demande de paiement qui est exacte et complète selon l'avis du Canada, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b. la somme de tous les paiements d'étape effectués par le Canada ne dépasse pas 90p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
- c. toutes les attestations demandées ont été signées par l'Entrepreneur :
 - i. Toutes les autorisations exigées en vertu du contrat ont été obtenues. La demande correspond à l'avancement des travaux et est conforme au contrat.
 - ii. Les coûts indirects ont été réglés ou portés aux livres.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- iii. Les matières directes et les travaux de sous-traitance ont été reçus, et le tout a été accepté et payé, ou encore porté aux livres après réception de factures envoyées par le fournisseur ou le sous-traitant; ces matériaux et ces travaux ont été ou seront utilisés exclusivement aux fins du contrat.
 - iv. Tous les coûts de la main-d'œuvre directe ont été réglés ou portés aux livres et tous ces frais ont été engagés exclusivement aux fins du livres et tous ces coûts ont été engagés exclusivement aux fins du contrat.
 - v. Tous les autres coûts indirects ont été réglés ou portés aux livres après réception des factures ou pièces justificatives pertinentes et tous ces coûts ont été engagés exclusivement aux fins du contrat.
 - vi. Il n'existe aucun privilège ni demande ou imputation à l'égard de ces travaux sauf ceux qui pourraient survenir par effet de la loi, notamment le privilège d'un entrepreneur non payé à l'égard duquel un paiement progressif et(ou) un paiement anticipé a été ou sera effectué par le Canada.;
- d. toutes les attestations demandées ont été signées par les représentants du ministère;
- i. Autorité scientifique ou responsable du projet / de l'inspection doit attesté que les travaux sont conformes aux normes de qualité exigées en vertu du contrat et que leur avancement est conforme aux conditions du contrat.
 - ii. Responsable de l'inspection (tous les autres contrats) doit attesté que la qualité des travaux exécutés est conforme aux normes exigées en vertu du contrat.
- e. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée

7.4.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.4.3 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.5 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
- c. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
- d. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

7.6 Assurances

[Section 5.G.G1005C - Exigences en matière d'assurance - Achatsetventes.gc.ca](#)

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

7.7 Clauses du Guide des CCUA

[A3000C](#) (2022-05-12), Attestation du statut d'entreprise autochtone

7.8 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

DESCRIPTION GENERALE DU PROJET

Afin d'augmenter l'efficacité et l'efficience des opérations, TPSGC est à la recherche de firmes spécialisés en hygiène industrielle qui seront en mesure de fournir, sur demande, divers services en hygiène industrielle pour différents lieux de travail.

MISE EN SITUATION

TPSGC gère et entretient des immeubles dans lesquels sont logés différents ministères fédéraux et réalise également de nombreux projets de construction/déconstruction sur différents sites fédéraux. TPSGC a comme objectif de faire respecter les dispositions de plusieurs lois, règlements, normes et directives sur tous ses chantiers et ainsi que dans ses immeubles. Malgré le fait que TPSGC ne soit normalement assujéti qu'à la législation fédérale, le ministère s'est engagé à se conformer volontairement à la législation provinciale en matière de santé et sécurité et à respecter la règle la plus sévère en cas de divergence entre les deux législations lorsqu'elle s'applique.

Pour rencontrer cet objectif, TPSGC doit :

- lorsque des contaminants de toutes natures sont susceptibles d'être présents dans les immeubles : évaluer la présence de ceux-ci selon les exigences réglementaires et les règles de l'art en hygiène industrielle
- lorsque des travaux dans les immeubles sont requis : rédiger des devis clairs et non équivoques à l'intention des entrepreneurs et mettre en place des moyens de contrôle adaptés aux circonstances.

Les firmes retenues pour la présente offre à commandes devront être en mesure de concilier les exigences provinciales et fédérales en matière d'hygiène industrielle pour conseiller et supporter chacun des gestionnaires qui auront recours à leurs services pour l'identification et évaluation des risques et exigences réglementaires s'y rattachant, l'évaluation des risques et des mesures préventives proposées et le contrôle de leur mise en application.

SERVICES REQUIS

Les firmes retenues seront appelées à fournir, au fur et à mesure des besoins, différents types de services en hygiène industrielle aux services immobiliers de TPSGC. Les commandes subséquentes porteront, sans s'y limiter, sur les services de base suivants :

A) Amiante, plomb, moisissures, fientes d'oiseaux et autres contaminants

Sous l'autorité d'un représentant de TPSGC, un ou plusieurs des services suivants peuvent être requis, soit de façon ponctuelle, soit dans le cadre de la réalisation de projets de décontamination :

- inspecter et caractériser des lieux de travail où il y a présence ou possibilité de présence de contaminants, prélever des échantillons selon les méthodes d'échantillonnage exigées par TPSGC, s'il y a lieu, et les faire analyser (air, sol, matériaux, etc.), présenter les résultats des analyses et faire un rapport écrit de l'étude en y incluant des recommandations sur les actions à prendre ainsi que l'estimation des coûts de gestion;
- assister à des réunions de planification;
- élaborer des devis ou des sections de devis spécifiques aux projets en faisant la revue des études existantes s'il y a lieu;
- un hygiéniste industriel professionnel doit réviser, sans s'y limiter, les stratégies d'échantillonnage, l'interprétation des résultats et le rapport avec une emphase sur le respect des pratiques acceptées en hygiène industrielle. donner des sessions de formation à des employés fédéraux relativement à la prévention des maladies reliées à l'exposition aux contaminants;
- évaluer le programme de prévention des entrepreneurs;
- s'assurer de la mise en oeuvre du programme de prévention de l'entrepreneur;
- effectuer la surveillance des travaux;

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- rédiger des rapports écrits ou compléter une grille d'inspection des visites en illustrant, s'il y a lieu, avec des photos.
- Faire la révision des documents fournis par l'entrepreneur, sans s'y limiter, soumission, analyse de la facturation et de calendrier des travaux de l'entrepreneur
- Au cours des activités de surveillance des travaux, assurer la surveillance générale de la réalisation des travaux sur le chantier pour faire rapport au représentant de TPSGC.

Les hygiénistes industriels professionnels peuvent être appelé à se rendre sur le terrain en cas de nécessité de part la nature du mandat ou de la problématique ainsi que sur demande du Canada.

B) Évaluation de l'exposition et gestion de risque en hygiène industrielle

Sous l'autorité d'un représentant de TPSGC, un ou plusieurs des services suivants peuvent être requis:

- développer des stratégies d'échantillonnage et de fournir les équipements de mesures et média d'échantillonnage applicable.
- réaliser de l'échantillonnage en hygiène industrielle qui doit rencontrer les exigences réglementaires fédérales ou provinciales, selon le cas, ou les normes applicables ou les lignes directrices représentant les meilleures pratiques reconnues en hygiène industrielle ou dans l'industrie.
- effectuer des analyses de risque en hygiène industrielle comparativement aux normes réglementaires fédérales ou provinciales, selon le cas, ou les normes applicables ou les lignes directrices représentant les meilleures pratiques reconnues en hygiène industrielle ou dans l'industrie.
- produire des rapports qui contiennent les stratégies d'échantillonnage, les équipements utilisés, les méthodes d'étalonnage et d'échantillonnage avec documentation, les formulaires de demande d'analyse au laboratoire, les résultats d'analyse et d'échantillonnage ainsi que des recommandations appropriées pour action par les gestionnaires concernés.
- un hygiéniste industriel professionnel doit réviser les stratégies d'échantillonnage, l'interprétation et le rapport avec une emphase sur le respect des pratiques acceptées en hygiène industrielle.
- réaliser des audits en hygiène industrielle et l'évaluation de programme.
- donner des séances de formations sur des sujets reliés à l'hygiène industrielle ou la présentation de résultats, incluant l'élaboration et la présentation du matériel de formation.
- fournir une assistance dans la rédaction de programme et dans l'évaluation des besoins en évaluation et gestion des risques en hygiène industrielle.
- rédiger des programmes de prévention et de gestion des risques en hygiène industrielle.

Les hygiénistes industriels professionnels peuvent être appelé à se rendre sur le terrain en cas de nécessité de part la nature du mandat ou de la problématique ainsi que sur demande du Canada.

C) Tout autre service en matière d'hygiène industrielle pouvant être requis par un représentant de TPSGC, notamment des services de support et conseil relativement à la gestion des matières dangereuses.

Les hygiénistes industriels professionnels peuvent être appelé à se rendre sur le terrain en cas de nécessité de part la nature du mandat ou de la problématique ainsi que sur demande du Canada.

Note : une fois les offres à commandes octroyées, les personnes désignées par les firmes retenues recevront leurs instructions directement de chacun des gestionnaires qui auront recours à leurs services

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

CATÉGORIES DE MAIN D'OEUVRE	A TAUX HORAIRES APPLICABLES POUR LA 1 ^{ère} et 2 ^e ANNÉE	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Hygiéniste industriel		20	
Technicien en hygiène industrielle		50	
Chargé de projet		35	
Dessinateur		15	
Personnel administratif		10	
Taux horaire pour temps de déplacement		10	
TOTAL 1			
SERVICES D'ANALYSE	A PRIX PAR ÉCHANTILLON POUR LA 1 ^{ère} et 2 ^e ANNÉE	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Analyse de laboratoire pour la caractérisation des matériaux d'amiante par microscopie à lumière polarisée (MLP)** (moins de 24 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour la caractérisation des matériaux d'amiante par microscopie à lumière polarisée (MLP)** (plus de 24 heures à maximum 5 jours ouvrables)		3	
Analyse de laboratoire pour les fibres totales dans l'air (amiante)** (moins de 24 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour les fibres totales dans l'air (amiante)** (plus de 24 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Analyse de laboratoire pour les fibres d'amiante dans l'air par microscopie électronique à transmission (MET)*** (moins de 48 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour les fibres d'amiante dans l'air par microscopie électronique à transmission (MET)*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire Pour l'amiante dans les matériaux par microscopie électronique à transmission (MET)*** (moins de 48 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour l'amiante dans les matériaux par microscopie électronique à transmission (MET)*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans la peinture (moins de 48 heures)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans la peinture (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		2	
Analyse de laboratoire pour le plomb pour des frottis de surface incluant la lingette respectant la norme ASTM E1792 (moins de 48 heures)		3	
Analyse de laboratoire pour le plomb pour des frottis de surface incluant la lingette respectant la norme ASTM E1792 (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Analyse de laboratoire pour le plomb dans l'air*** (moins de 48 heures)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans l'air*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		2	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par culture dans l'air (minimum identification des 5 espèces les plus présente)***		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures dans l'air par comptage des spores par microscopie sans culture *** (moins de 48 heures)		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures dans l'air par comptage des spores par microscopie sans culture *** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par culture pour les matériaux ou surfaces***		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par examen microscopique sans culture pour les matériaux ou surfaces *** (moins de 48 heures)		3	
Analyse pour essai par lixiviation des métaux sauf mercure, selon les exigences du Cahier 8 du Ministère de l'environnement du Québec et le règlement les matières dangereuses du Québec		1	
Analyse pour essai par lixiviation pour le mercure, selon les exigences du Cahier 8 du Ministère de l'environnement du Québec et le règlement		1	
TOTAL 2			

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

SERVICES D'ÉQUIPEMENTS*** *	A PRIX PAR JOUR POUR LA 1 ^{ère} et 2 ^e ANNÉE	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Instrument à lecture directe pour la mesure, de la température, le pourcentage d'humidité relative et la concentration de bioxyde de carbone dans l'air		1	
TOTAL 3			

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

AUTRES SERVICES D'ANALYSE ET EQUIPEMENTS	A % DE PROFIT SUR ANALYSE ET ÉQUIPEMENT POUR LA 1 ^{ère} et 2 ^e ANNÉE	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Frais d'analyse et équipements		5000\$	
TOTAL 4			
TOTAL FINAL: TOTAL 1 + TOTAL 2 + TOTAL 3 + TOTAL 4			

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

CATÉGORIES DE MAIN D'OEUVRE	A TAUX HORAIRES APPLICABLES POUR LA 1 ^{ère} ANNÉE D'OPTION	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Hygiéniste industriel		20	
Technicien en hygiène industrielle		50	
Chargé de projet		35	
Dessinateur		15	
Personnel administratif		10	
Taux horaire pour temps de déplacement		10	
TOTAL 1			
SERVICES D'ANALYSE	A PRIX PAR ÉCHANTILLON POUR LA 1 ^{ère} ANNÉE D'OPTION	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Analyse de laboratoire pour la caractérisation des matériaux d'amiante par microscopie à lumière polarisée (MLP)** (moins de 24 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour la caractérisation des matériaux d'amiante par microscopie à lumière polarisée (MLP)** (plus de 24 heures à maximum 5 jours ouvrables)		3	
Analyse de laboratoire pour les fibres totales dans l'air (amiante)** (moins de 24 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour les fibres totales dans l'air (amiante)** (plus de 24 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour les fibres d'amiante dans l'air par microscopie électronique à transmission (MET)*** (moins de 48 heures)		2	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Analyse de laboratoire pour les fibres d'amiante dans l'air par microscopie électronique à transmission (MET)*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire Pour l'amiante dans les matériaux par microscopie électronique à transmission (MET)*** (moins de 48 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour l'amiante dans les matériaux par microscopie électronique à transmission (MET)*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans la peinture (moins de 48 heures)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans la peinture (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		2	
Analyse de laboratoire pour le plomb pour des frottis de surface incluant la lingette respectant la norme ASTM E1792 (moins de 48 heures)		3	
Analyse de laboratoire pour le plomb pour des frottis de surface incluant la lingette respectant la norme ASTM E1792 (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans l'air*** (moins de 48 heures)		1	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Analyse de laboratoire pour le plomb dans l'air*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		2	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par culture dans l'air (minimum identification des 5 espèces les plus présente)***		1	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Analyse de laboratoire pour les moisissures dans l'air par comptage des spores par microscopie sans culture *** (moins de 48 heures)		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures dans l'air par comptage des spores par microscopie sans culture *** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par culture pour les matériaux ou surfaces***		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par examen microscopique sans culture pour les matériaux ou surfaces *** (moins de 48 heures)		3	
Analyse pour essai par lixiviation des métaux sauf mercure, selon les exigences du Cahier 8 du Ministère de l'environnement du Québec et le règlement les matières dangereuses du Québec		1	
Analyse pour essai par lixiviation pour le mercure, selon les exigences du Cahier 8 du Ministère de l'environnement du Québec et le règlement		1	
TOTAL 2			
SERVICES D'ÉQUIPEMENTS*** *	A PRIX PAR JOUR POUR LA 1 ^{ère} ANNÉE D'OPTION	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Instrument à lecture directe pour la mesure, de la température, le pourcentage d'humidité relative et la concentration de bioxyde de carbone dans l'air		1	
TOTAL 3			

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

AUTRES SERVICES D'ANALYSE ET EQUIPEMENTS	A % DE PROFIT SUR ANALYSE ET ÉQUIPEMENT POUR LA 1 ^{ère} ANNÉE D'OPTION	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Frais d'analyse et équipements		5000\$	
TOTAL 4			
TOTAL FINAL: TOTAL 1 + TOTAL 2 + TOTAL 3 + TOTAL 4			

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

CATÉGORIES DE MAIN D'OEUVRE	A TAUX HORAIRES APPLICABLES POUR LA 2 ^e ANNÉE D'OPTION	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Hygiéniste industriel		20	
Technicien en hygiène industrielle		50	
Chargé de projet		35	
Dessinateur		15	
Personnel administratif		10	
Taux horaire pour temps de déplacement		10	
TOTAL 1			
SERVICES D'ANALYSE	A PRIX PAR ÉCHANTILLON POUR LA 2 ^e ANNÉE D'OPTION	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Analyse de laboratoire pour la caractérisation des matériaux d'amiante par microscopie à lumière polarisé (MLP)** (moins de 24 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour la caractérisation des matériaux d'amiante par microscopie à lumière polarisé (MLP)** (plus de 24 heures à maximum 5 jours ouvrables)		3	
Analyse de laboratoire pour les fibres totales dans l'air (amiante)** (moins de 24 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour les fibres totales dans l'air (amiante)** (plus de 24 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour les fibres d'amiante dans l'air par microscopie électronique à transmission (MET)*** (moins de 48 heures)		2	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Analyse de laboratoire pour les fibres d'amiante dans l'air par microscopie électronique à transmission (MET)*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire Pour l'amiante dans les matériaux par microscopie électronique à transmission (MET)*** (moins de 48 heures)		2	
Analyse de laboratoire pour l'amiante dans les matériaux par microscopie électronique à transmission (MET)*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans la peinture (moins de 48 heures)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans la peinture (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		2	
Analyse de laboratoire pour le plomb pour des frottis de surface incluant la lingette respectant la norme ASTM E1792 (moins de 48 heures)		3	
Analyse de laboratoire pour le plomb pour des frottis de surface incluant la lingette respectant la norme ASTM E1792 (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour le plomb dans l'air*** (moins de 48 heures)		1	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Analyse de laboratoire pour le plomb dans l'air*** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		2	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par culture dans l'air (minimum identification des 5 espèces les plus présente)***		1	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Analyse de laboratoire pour les moisissures dans l'air par comptage des spores par microscopie sans culture *** (moins de 48 heures)		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures dans l'air par comptage des spores par microscopie sans culture *** (plus de 48 heures à maximum 5 jours ouvrables)		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par culture pour les matériaux ou surfaces***		1	
Analyse de laboratoire pour les moisissures par examen microscopique sans culture pour les matériaux ou surfaces *** (moins de 48 heures)		3	
Analyse pour essai par lixiviation des métaux sauf mercure, selon les exigences du Cahier 8 du Ministère de l'environnement du Québec et le règlement les matières dangereuses du Québec		1	
Analyse pour essai par lixiviation pour le mercure, selon les exigences du Cahier 8 du Ministère de l'environnement du Québec et le règlement		1	
TOTAL 2			
SERVICES D'ÉQUIPEMENTS*** *	A PRIX PAR JOUR POUR LA 2 ^e ANNÉE D'OPTION	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Instrument à lecture directe pour la mesure, de la température, le pourcentage d'humidité relative et la concentration de bioxyde de carbone dans l'air		1	
TOTAL 3			

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

AUTRES SERVICES D'ANALYSE ET EQUIPEMENTS	A % DE PROFIT SUR ANALYSE ET ÉQUIPEMENT POUR LA 2 ^e ANNÉE D'OPTION	B FACTEUR DE PONDÉRATION	TOTAL (A X B)
Frais d'analyse et équipements		5000\$	
TOTAL 4			
TOTAL FINAL: TOTAL 1 + TOTAL 2 + TOTAL 3 + TOTAL 4			

Solicitation No. - N° de l'invitation
EF928-220372/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EF928-220372

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTC080
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**** Méthodes respectant le Code de sécurité pour les travaux de construction du Québec et le règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail ainsi que la ligne directrice pour l'application réglementaire pour l'amiante (EDSC, 2018).**

***** Méthode et matériels respectant les méthodes acceptées de l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et sécurité du travail (IRSST) ou au Guide d'échantillonnage de l'IRSST le plus récent ou l'équivalent qui respecte les exigences de la partie 10 – Substances dangereuses - du règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST).**

****** Instruments conforme aux exigences décrites dans le document 2005 ASHREA Handbook Fundamentals et modifications successives.**

Total pour fins d'évaluation :

Total final pour année 2 + total final pour les 2 années d'option : _____ \$

Frais de service d'analyse et équipements

Les autres frais de matériel, d'équipement et d'analyse en laboratoire* seront remboursés sur présentation de facture avec majoration prévue dans cette annexe (Annexe B). Les frais de transport des échantillons pour les analyses en laboratoire doivent être inclus dans les prix soumis.

Prix forfaitaire

Dans certains cas, nous pourrions exiger des prix forfaitaires.

Frais de déplacement et de subsistance

Note : les frais de déplacement et de subsistance sont remboursables selon les taux du Conseil du Trésor en vigueur. Ces frais sont admissibles seulement lorsque toutes les conditions suivantes sont rencontrées soit au-delà d'un rayon de 50 km de la Place Bonaventure (800, avenue de la Gauchetière Ouest, Montréal) et au-delà d'un rayon de 50 km du Nouvel Édifice à Québec (1550 Estimauville, Québec) et au-delà d'un rayon de 50 km d'une des places d'affaire de la firme soumissionnaire. À l'intérieur du rayon de 50 km, les frais de déplacement (incluant les frais de stationnement) et de subsistance ne sont admissibles à aucun remboursement de la part de TPSGC.

La catégorie de main d'œuvre – Taux horaire pour temps de déplacement – doit être uniforme pour chacune des catégories de main d'œuvre précisées à l'annexe B (ex. Hygiéniste industriel professionnel, technicien en hygiène industrielle, chargé de projet). Lorsque les frais de déplacement sont admissibles, ce taux est payable à partir du moment où l'employé qui fait partie d'une catégorie de main d'œuvre quitte son point de départ et jusqu'au moment où il est arrivée à destination.

Taux et exigences pour les activités d'échantillonnage ainsi que pour les activités de surveillance de travaux ou chantier.

Toute activité de surveillance de chantier ou dans un milieu de travail et toute activité d'échantillonnage doit être facturé et sera payé au taux indiqué pour le technicien en hygiène industrielle. La personne qui réalisera ces activités devra aussi avoir été préalablement évalué par le Canada pour s'assurer qu'elle respecte les exigences de formation et d'expérience pour le technicien en hygiène industrielle prévus dans l'offre à commande ainsi que le respect des autres exigences de l'offre à commande.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF928-220372/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF928-220372

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTC080
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

VOIR PIÈCES JOINTES ci-dessous

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF928-220372/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF928-220372

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTC080
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « E » de la PARTIE 5 de la DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, l'offrant, en présentant les renseignements suivants au responsable de l'offre à commandes, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une offre non recevable, pourra mettre de côté une offre à commandes, ou mettra l'entrepreneur en défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la durée de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un offrant. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la DOC sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. L'offrant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. L'offrant atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. L'offrant atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. L'offrant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. L'offrant a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. L'offrant atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. L'offrant a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'émission d'une offre à commandes, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. L'offrant n'est pas une coentreprise.

OU

N° de l'invitation - Solicitation No.

EF928-220372/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EF928-220372

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

MTC-1-44144

Id de l'acheteur - Buyer ID

MTC080

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

-
- () B2. L'offrant est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez l'article sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

ANNEXE « F »

Services Optionnels - Formations

Services optionnels

Les firmes retenues pour offrir les services requis tels que définis précédemment dans l'ANNEXE A pourraient être appelées à fournir, au fur et à mesure des besoins, des services de formation/ information aux services immobiliers de TPSGC.

Ces services sont optionnels et ne font pas partie des services requis ou obligatoires désignés dans la présente demande d'offre à commandes.

Cependant, les firmes qui le désire pourraient se voir octroyer des commandes subséquentes en formation/information en autant qu'elles se soient qualifiées pour offrir les services requis/obligatoires de la présente demande.

Dans l'éventualité où TPSGC aurait besoin de tels services de formation/information, l'octroi des commandes subséquentes se fera sous réserve des compétences et disponibilités des firmes en considérant:

-> les firmes ayant signifiées leur intérêt en fonction du/des sujets pour lesquels les services sont demandés (en remplissant le tableau qui suit)

et

-> en respectant l'ordre de partage des commandes subséquentes tel qu'évalués pour les services requis de la présente demande d'offre à commandes.

Tableau à compléter des thèmes/sujets pour lesquels vous pourriez offrir des services de formation/information :

	Thèmes / sujets pour services de formation/information	Durée de la formation	Type de formation : Virtuel (V) ou Site client (ST)	Autres (pour groupe de 10 personnes) *Les services doivent être offerts en français minimalement*	Offre de services possibles (O/N)
Amiante	Risques à la santé des MCA et exigences RCSST / RSST / CSTC	2-4 heures	V ou ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours)	
	Travaux – risque faible – en présence de MCA	4 heures	ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + équipements pouvant être utilisé en chantier	
	Élaboration et maintien d'un programme de gestion de l'amiante (PGA)	8 heures	ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + exemples de PGA (support informatique)	
Espaces clos	Travail en espace clos – émetteur de permis / évaluation des risques (incluant détection)	8 heures	ST + partie pratique	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + équipements pouvant être requis pour la partie pratique	
	Travail en espaces clos – pour travailleurs et surveillant	4- 8 heures	ST + partie pratique	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + tous équipements relatifs à la partie pratique	
	Élaboration et maintien d'un programme de gestion (PG) des espaces clos	8 heures	ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + exemples de PG (support informatique)	
Moisissures	Risques à la santé et travaux en présence	4 heures	V ou ST	Fournir attestation + matériel	

	de moisissures (niveau 1)			(notes de cours) + équipements pouvant être utilisé en chantier	
	Risques reliés à la santé vs moisissures – Personne compétente pour surveillance des travaux (niveaux 1 à 3)	8 heures	ST + partie pratique	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + équipements pouvant être utilisé en chantier	
Protection respiratoire	Protection respiratoire + test d'ajustement des respirateurs	4 heures + test ajustement	ST + test ajustement	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + équipement pour tests d'ajustement + masques selon modèle demandé par le client (1/2 et/ou plein visage)	
	Élaboration et maintien d'un programme de gestion (PG) de la protection respiratoire	8 heures	ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + exemples de PG (support informatique)	
	Réalisation des tests d'ajustement des respirateurs	8 heures	ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + équipements pour tests qualitatifs minimalement + divers modèles de ½ masque	
Autres risques chimiques	Risques à la santé pour divers contaminants chimiques (ex : plomb, fumées de soudage, CO, H2S, gaz combustibles, mercure etc)	2- 4 heures	V ou ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours)	
	Utilisation des détecteurs à lectures directes (ex : 4 gaz, PID, Jerome etc)	4-8 heures (variable selon demande)	ST + partie pratique	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + équipements pouvant être requis pour la partie pratique	
Radon	Risques à la santé et moyens de contrôle pour le radon	4 heures	V ou ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours)	
Bruit	Risques reliés au bruit	2 heures	V ou ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours)	
Autres risques physiques	Risques à la santé de divers contaminants physiques spécifiques (ex : contraintes thermiques, rayonnements ionisants/non-ionisants etc)	2-4 heures	V ou ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours)	
Ergonomie	Ergonomie – manutention de charges manuelle	2 heures + pratique	ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours)	
	Ergonomie – travail de bureau – principes ajustement poste de travail	2 heures	V ou ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours)	
QAI	Risques reliés à la qualité d'air intérieur	2-4 heures	V ou ST	Fournir attestation + matériel (notes de cours)	
Cadenassage	Cadenassage – formation travailleurs	8 heures	ST + pratique	Fournir attestation + matériel (notes de cours) + équipements	

[illegible]

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF928-220372/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF928-220372

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTC080
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

--	--	--	--	--	--

DOCUMENTATION À SOUMETTRE POUR L'ÉMISSION DE COMMANDES SUBSÉQUENTES

Pour chaque mandat octroyé, à moins d'avis contraire, le français doit être utilisé pour toutes les communications verbales et écrites, les rapports écrits, de même que les sessions de formation.

Toutes les personnes susceptibles de visiter des chantiers de construction devront avoir suivi le Cours de santé et sécurité générale pour les chantiers de construction (carte de l'ASP Construction) et fournir l'attestation de formation.

Si une entrée en espace clos est nécessaire, toutes les personnes susceptibles d'y entrer devront fournir au représentant une preuve de formation en espace clos et de formation en secourisme (à jour) d'un organisme reconnu et doivent respecter les procédures d'entrée en vigueur.

Les laboratoires d'analyses des firmes ou avec lesquels les firmes feront affaire doivent être accrédités par un programme reconnu d'accréditation pour les méthodes d'analyses reconnues en hygiène industrielle et respectant notamment l'article 10.19 (3) du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail. TPSGC se réserve le droit de vérifier la teneur de ces accréditations. L'absence d'accréditation ou une accréditation non pertinente ou non reconnue pourra entraîner le refus de TPSGC de recevoir les résultats d'analyse de ces laboratoires.

Les photos devront être acceptées par l'escorte de l'édifice pour des raison de sécurité.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) reconnaît qu'il est tenu de protéger la santé et d'assurer la sécurité de toutes les personnes qui travaillent sur des projets de construction de l'État. Il reconnaît également que les employés fédéraux et ceux du secteur privé ont droit de bénéficier de l'entière protection prévue dans les règlements sur l'hygiène et la sécurité au travail.

Pour satisfaire à cette exigence et améliorer la protection de la santé et de la sécurité de toutes les personnes se trouvant dans des chantiers de construction fédéraux, TPSGC accepte de se conformer aux lois et aux règlements des provinces et des territoires sur l'hygiène et la sécurité au travail, en plus du Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail et du Code canadien du travail - partie II.

En acceptant ce mandat, le consultant intervenant sur le lieu de travail doit :

- selon l'environnement du lieu de travail, avoir à sa disposition et porter les équipements de protection individuelle (ÉPI) requis conformément aux normes, lois et règlements en vigueur. L'achat et l'entretien des ÉPI sont sous la responsabilité du consultant;
- avoir un moyen de communication en sa possession afin de répondre à une situation d'urgence;
- s'assurer d'utiliser des moyens de transport sécuritaires afin de ne pas compromettre sa santé et sécurité;
- savoir qu'il a le droit de refuser tout travail qui comporte un danger pour sa santé ou sa sécurité, et exercer ce droit lorsque requis

SÉCURITÉ PHYSIQUES

- Chaque Département est responsable d'assumer sa propre sécurité, ainsi il est probable que lors

N° de l'invitation - Solicitation No.

EF928-220372/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EF928-220372

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

MTC-1-44144

Id de l'acheteur - Buyer ID

MTC080

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

des contrats subséquent le département requérant le service exige un niveau de sécurité plus élevé qu'originellement anticipé.

- Si des photos doivent être prises, le département recevant le service doit confirmer que les images prises ne comportent pas de classification

Annexe G – ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19
(page 1 de 2)

Je, _____ (*prénom et nom de famille*), en tant que représentant de
_____ (*nom de l'entreprise*), dans le cadre de la demande de
soumissions numéro _____ (*insérer le numéro de la demande de*
soumissions), garantis et atteste que tous les membres du personnel que
_____ (*nom de l'entreprise*) fournira dans le cadre du présent
contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec
les fonctionnaires seront :

(a) _____ entièrement vaccinés avec un(des) vaccin(s) contre
la COVID-19 approuvé(s) par Santé Canada; ou

(b) _____ à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une
contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en
vertu de la Loi canadienne sur droits de la personne, à condition que des mesures d'adaptation et
d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci;

jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de
la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en
vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par _____ (*nom de l'entreprise*) ont
été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la
COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que _____ (*nom de l'entreprise*) a attesté
qu'elle s'est conformée à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le
demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au
gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également
que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il
découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat,
qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de
demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-
respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un
manquement au contrat.

Signature : _____

Date : _____

ANNEXE C – ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

(page 2 de 2)

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous **ne remplace pas** l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : _____

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF928-220372/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF928-220372

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-1-44144

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTC080
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « H »

Demande d'inscription (DI) au programme de sécurité des contrats (PSC)

formulaire de demande d'inscription (FDI) du PSC (formulaire PWGSC-TPSGC 471)



SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE			
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		Public Works and Government Services Canada	
2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction		BI-SPT	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail OCIR Offre à commande pour services en hygiène industrielle pour la Région du Québec			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :		Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:

Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
							NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No
Non



Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No
Non



Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).